



DEFENCE FOR CHILDREN INTERNATIONAL DCI
DÉFENSE DES ENFANTS INTERNATIONAL DEI
DEFENSA DE NIÑAS Y NIÑOS INTERNACIONAL DNI
the worldwide movement for children's rights



PRIX JUSTICE POUR LES ENFANTS 2^{de} édition (2016-2017)

Note conceptuelle

Qui sommes-nous ?

Défense des Enfants International (DEI) est une organisation non-gouvernementale, indépendante et fondée sur les valeurs des droits de l'Homme qui, depuis plus de 35 ans, promeut et défend les droits des enfants au niveau mondial, régional, national et local. Avec des sections nationales dans plus de 40 pays et un Secrétariat International situé à Genève, DEI est impliquée dans une vaste gamme de questions relatives aux droits de l'enfant telle que les enfants migrants, le travail des enfants, le trafic d'enfant, les enfants dans les conflits armés, la participation des enfants, la violence faite à l'encontre des enfants et la justice pour mineurs. Néanmoins, depuis 2005, la thématique de la justice pour les enfants représente la priorité absolue du mouvement mondial de DEI. En mars 2014, DEI a lancé la campagne pour qu'une Etude Mondiale sur les Enfants Privés de Liberté soit menée, et dirige désormais le Panel des ONG pour cette étude, qui débutera début 2017 sous l'hospice des Nations Unies (en savoir plus : <https://childrendeprivedofliberty.info/>)

L'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) constitue aujourd'hui la principale coalition de la société civile luttant contre la torture. Le réseau SOS-Torture s'appuie sur la mobilisation de plus de 200 organisations combattant la torture, les exécutions arbitraires, les disparitions forcées, la détention arbitraire et d'autres formes de traitements cruels, dégradants et inhumains, dans plus de 70 pays. Etabli en 1986, l'OMCT est une organisation non-gouvernementale, non-partisane et à but non-lucratif avec des bureaux à Genève, Bruxelles et Tunis. Elle établit en 1993 des programmes dédiés spécifiquement à la protection des enfants face à la torture, ceci après avoir noté que les ONG spécialisées dans les droits de l'enfant ne se focalisaient pas de façon systématique sur la torture et que les organisations spécialisées sur la torture ne se focalisaient pas forcément sur les enfants. Depuis 2009, le travail de l'OMCT concernant les droits de l'enfant se focalise sur la vulnérabilité particulière des enfants face à la torture et autres formes de violences, et vise plus particulièrement à augmenter la protection des enfants en prison. De plus, l'OMCT est membre du Panel des ONG pour l'Etude Mondiale sur les Enfants Privés de Liberté.

A propos du Prix Justice pour les Enfants

L'objectif du concours « Justice pour les Enfants » est d'encourager la recherche académique dans les Universités Européennes sur les obstacles et les défis qui compromettent la réalisation des droits de l'enfant dans les systèmes judiciaires, avec une attention particulière à la **violence faite envers les enfants**.



Le prix de la première édition a été décerné en juin 2016 pour l'article "[*J'attendais la récré. Journal d'un enfant détenu*](#)", alors qu'un second article "[*Palestinian children's rights in Israeli Military Detention*](#)" a reçu une mention d'honneur.

Cette nouvelle édition se focalise sur la situation des filles impliquées dans les systèmes de justice et plus particulièrement sur la thématique de la **violence à l'encontre des filles dans les systèmes de justice**.

2nde édition du Prix Justice pour les Enfants

✓ Thème

Violence à l'encontre des filles dans les systèmes de justice

Le terme de violence s'entend ici dans son sens large, en incluant tant les formes directes qu'indirectes de violence. La violence physique, incluant notamment la torture et autres traitements dégradants et inhumains, ainsi que les formes plus subtiles et corrosives de violence telles que la violence psychologique et la violence dite institutionnelle (notamment les problèmes liés à l'accès à la justice, les sentences inappropriées et/ou inhumaines, et le manque d'alternatives aux procédures judiciaires), sont toutes incluses ici.

La violence envers les filles dans les systèmes de justice peut être considérée à partir du moment où la fille entre en contact avec le système judiciaire, en tant que victime cherchant réparation, en tant qu'auteures présumées ou jugées, ou pour toute autre raison. Ceci s'étend particulièrement au cas des filles privées de liberté.

✓ Contexte

Chaque jour, à travers le monde, les filles sont exposées à diverses formes de violences et de violations de leurs droits humains, et ce particulièrement dû à leur statut sociétal "inférieur" dépendant de leur âge et de leur sexe.¹ Les attitudes et pratiques discriminatoires profondément ancrées ne font qu'alimenter les actes de violences basées sur le genre envers les filles et influencent les réponses des systèmes de justice. Les systèmes judiciaires manquent souvent de fournir à ces filles, qu'elles soient des victimes recherchant justice ou auteures présumées et/ou jugées, un accès égal et adéquat à la justice, à la protection et à la réparation, et renforcent bien souvent la violence qui les affectent déjà². En cherchant à accéder à la justice, les filles font face à d'immenses barrières. Les lois et procédures pénales, administratives et civiles sont souvent inadéquates pour assurer le respect des droits des filles qui entrent en contact avec les systèmes de justice, alors que les institutions pertinentes

¹ D'autres facteurs, tels que l'appartenance ethnique et un handicap, ne font que renforcer les vulnérabilités préexistantes et créent des formes de discrimination multiples.

² Office of the Special Representative of the Secretary-General on Violence against Children, [*Safeguarding the rights of girls in the criminal justice system: Preventing violence, stigmatisation and deprivation of liberty*](#), New York, 2015



sont rarement bien équipées pour répondre à leurs vulnérabilités et besoins spécifiques. De plus, les filles qui cherchent réparation au travers de moyens judiciaires, ainsi que les auteurs présumés et/ou jugés, peuvent faire face à des situations intimidantes, allant d'une peur de stigmatisation et de représailles à des cas évidents d'intimidation, de harcèlement et d'abus. Dans certains cas, des filles sont privées de liberté pour des raisons dites «préventives» et/ou «protectrices»³. Dans certains pays, des filles victimes de violences sexuelles sont vues et jugées comme des délinquantes plutôt que des victimes, ce qui permet aux coupables d'échapper à quelque arrestation et jugement.

En dépit d'un manque de données sur les filles privées de liberté à l'échelle mondiale⁴, de récents rapports montrent qu'un nombre croissant de filles se retrouvent privées de liberté, souvent de manière arbitraire, non-nécessaire et en contradiction avec l'article 37 b) de la [Convention onusienne relative aux Droits de l'Enfant](#) qui oblige les Etats à ne recourir à la privation de liberté qu'en dernier recours et pour une durée la plus courte possible. Alors qu'elles ne représentent qu'une petite proportion de la population carcérale mondiale, les filles privées de liberté représentent un des groupes les plus vulnérables. De nombreux pays ne mettent pas en place des mesures spéciales et ne fournissent pas des établissements uniquement réservés pour les filles, ceci en contradiction avec le principe de non-discrimination et les [Règles onusiennes sur le Traitement des Femmes Prisonnières et les Mesures Non-Privatives de Liberté pour les Femmes Délinquantes \(Règles de Bangkok\)](#). En détention, les filles sont souvent sujettes aux pires conditions d'emprisonnement dans des environnements où les incidents de violence, incluant la torture et d'autres formes de traitements cruels, dégradants et inhumains, sont particulièrement élevés. Comme noté par le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la Torture et autres traitements cruels, dégradants et inhumains, la violence envers les filles dans les institutions fermées «incluent souvent des cas de viol et d'autres formes de violences sexuelles telles que des menaces de viol, des tests de virginité, des recherches invasives, des insultes et d'autres types d'humiliations»⁵.

D'une manière générale, les formes directes et indirectes de violence qui prennent place au sein des systèmes de justice mettent la protection des droits et de la dignité des filles en danger, alors que les nombreuses mesures qui pourraient être prises dans leur intérêt sont souvent absentes. Les filles continuent à faire face à de nombreux défis qui sont ancrés dans des attitudes discriminatoires dans de nombreuses régions à travers le monde. Supprimer les barrières d'accès à la justice, mettre en place des mesures pour éviter la stigmatisation et la (re)victimisation des filles, ainsi qu'assurer la mise en place d'approches de justice

³ De plus, dans certains cas, des filles victimes de violence ne sont pas considérées comme telles mais plutôt accusées et jugées pour des violations qu'elles viennent dénoncer. Par exemple, dans certains pays, les victimes de viols sont rendues coupables par des lois qui criminalisent les actes sexuels hors mariage.

⁴ DEI et l'OMCT sont membres du groupe leader du Panel des ONG sur l'Etude Mondiale sur les Enfants Privés de Liberté, qui débutera en 2017. Plus d'info sur <http://childrendeprivedofliberty.info/>

⁵ A/HRC/7/3, Report of the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, 2008. Voir aussi, A/HRC/28/68, 2015.



DEFENCE FOR CHILDREN INTERNATIONAL DCI
DÉFENSE DES ENFANTS INTERNATIONAL DEI
DEFENSA DE NIÑAS Y NIÑOS INTERNACIONAL DNI
the worldwide movement for children's rights



restauratrice et autres principes clés des Règles de Bangkok, sont des priorités cruciales qui ne sont que peu appliquées à l'heure actuelle.

✓ Cadre

Les articles soumis par les candidates doivent être en lien direct avec le thème “**violence envers les filles dans les systèmes de justice**”.

Les articles doivent adresser l'implication des filles dans les systèmes de justice, qu'elles soient des victimes cherchant réparation, des victimes traitées comme des délinquantes, ou des auteures présumées et/ou jugées, et se focaliser sur une ou plusieurs formes directes et/ou indirectes de violence, telles que :

- ✓ Les barrières d'accès à la justice et aux réparations;
- ✓ La violence physique, sexuelle, psychologique et émotionnelle, incluant la torture et autres traitements cruels, dégradants et inhumains;
- ✓ La stigmatisation et (re-)victimisation des filles;
- ✓ Le harcèlement, l'intimidation et les représailles ;
- ✓ Les conditions de détention inhumaines et dégradantes, incluant la non-séparation d'avec les autres détenus;
- ✓ La privation de liberté arbitraire et/ou non-nécessaire et les sentences inappropriées;
- ✓ Le manque d'alternatives, incluant les approches de justice restauratrice.

Eligibilité et conditions

Voir le Règlement

Questions

Veuillez écrire à : award@defenceforchildren.org ou appeler le +41 22 734 05 58